

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Myriam Lafleur, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de L'Île-d'Anticosti pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	40
Analyse des charges	52

RAPPORT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Municipalité de l'Île-d'Anticosti

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de l'Île-d'Anticosti (la « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de l'Île-d'Anticosti au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2023 du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation de ses passifs au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux normes canadiennes pour le secteur public. La Municipalité aurait dû identifier les immobilisations corporelles ou les composantes présentant un risque de passif au titre des obligations liées à la mise hors service, estimer et comptabiliser le montant de ce passif en plus de fournir les informations sur les obligations. Puisque l'identification, l'estimation, la comptabilisation et la présentation d'informations sur les obligations n'ont pas été effectuées, nous n'avons pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux immobilisations, aux passifs au titre des obligations liées à la mise hors service au 31 décembre 2024 et 2023, à l'excédent (au déficit) de l'exercice et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement, ainsi qu'à la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et aux informations fournies sur les obligations pour les exercices clos le 31 décembre 2024 et 2023.

Nous avons donc exprimé une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

RAPPORT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de l'Île-d'Anticosti inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des faits saillants contenus dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu les faits saillants avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

¹
MNP SENCRL, S.F.

1 Par CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A124966

Rimouski (Québec)

Le 23 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	961 231	979 575	861 972
Compensations tenant lieu de taxes	2	361 025	381 037	363 175
Quotes-parts	3			
Transferts	4	558 636	7 260 711	2 372 773
Services rendus	5	106 233	176 318	85 742
Imposition de droits	6	4 000	20 671	12 555
Amendes et pénalités	7	500	751	964
Revenus de placements de portefeuille	8	1 300	8 551	18 436
Autres revenus d'intérêts	9		3 608	73
Autres revenus	10	2 000	510 231	45 389
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 994 925	9 341 453	3 761 079
Charges				
Administration générale	14	804 238	813 133	821 642
Sécurité publique	15	105 737	144 187	73 338
Transport	16	394 267	350 818	419 607
Hygiène du milieu	17	311 634	656 435	484 769
Santé et bien-être	18	80 568	73 968	74 595
Aménagement, urbanisme et développement	19	69 062	291 701	414 780
Loisirs et culture	20	123 745	221 634	235 053
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	36 710	43 389	15 666
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 925 961	2 595 265	2 539 450
Excédent (déficit) lié aux activités	25	68 964	6 746 188	1 221 629
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		7 090 499	5 868 870
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		7 090 499	5 868 870
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		13 836 687	7 090 499

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	48 493	194 928
Débiteurs (note 5)	2	6 792 747	1 409 473
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	272 030	321 191
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 113 270	1 925 592
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 455 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 331 494	319 223
Revenus reportés (note 11)	12	153 572	491 514
Dette à long terme (note 12)	13	722 869	764 067
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	6 662 935	1 574 804
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	450 335	350 788
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 108 883	6 455 153
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	128 537	128 537
Stocks de fournitures	20	71 147	87 526
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	77 785	68 495
	23	13 386 352	6 739 711
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	13 836 687	7 090 499
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	13 836 687	7 090 499
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	13 836 687	7 090 499

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	68 964	6 746 188	1 221 629
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	7 036 351)(	1 454 832)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		382 621	378 929
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(6 653 730)	(1 075 903)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			12 391
Variation des stocks de fournitures	10		16 379	(11 307)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(9 290)	(68 495)
	13		7 089	(67 411)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	68 964	99 547	78 315
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		350 788	272 473
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		350 788	272 473
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		450 335	350 788

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 746 188	1 221 629
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	382 621	378 929
Autres			
▪	3.1		
	4	7 128 809	1 600 558
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(5 383 274)	(884 000)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 012 271	86 173
Revenus reportés	8	(337 942)	(409 639)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		12 391
Stocks de fournitures	11	16 379	(11 307)
Autres actifs non financiers	12	(9 290)	(68 495)
	13	2 426 953	325 681
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(7 036 351)	(1 454 832)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 036 351)	(1 454 832)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	317 985)
Cession	22	49 161	676 237
	23	49 161	358 252
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		426 500
Remboursement de la dette à long terme	25	(39 900)	17 800)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 455 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(1 298)	(5 933)
Autres			
▪	28.1		
	29	4 413 802	402 767
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(146 435)	(368 132)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	194 928	563 060
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	194 928	563 060
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	48 493	194 928

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

Municipalité de L'Île-d'Anticosti (« la Municipalité ») est un organisme municipal constitué en vertu du Code Municipal du Québec. La Municipalité est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que les droits et obligations contractuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation des stocks de fournitures et la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en diminution de la dette à long terme.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et autres revenus reportés sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leurs utilisations aux fins prévues par les fonds.

Les subventions reçues sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriété destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur nette de réalisation représente les prix d'achat estimé pour les propriétés, diminué des coûts estimés nécessaires à la vente des propriétés.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs non financiers comme les immobilisations corporelles et les propriétés destinées à la revente sont soumis à un tests de recouvrabilité lorsque la conjoncture indique qu'ils ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Municipalité de fournir des biens et services ou que des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à la valeur comptable. La perte de valeur est passée en charge au cours de l'exercice.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix d'achat estimé pour les stocks, diminué des coûts nécessaires au retour aux fournisseurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Païement de transferts

La municipalité reconnaît un transfert gouvernemental à titre de revenu lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, ont été respectés. Un transfert gouvernemental dont les stipulations donnent lieu à une obligation qui répond à la définition d'un passif est reconnu comme un passif. Dans de telles circonstances, la Municipalité comptabilise les revenus au fur et à mesure que le passif est réglé. Les transferts d'actifs non amortissables sont comptabilisés dans les produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

Revenus de taxes

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt de rôle de perception, ou lors d'une modification au rôle d'évaluation, les revenus de taxes sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice visé par les états financiers.

Compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'envoi des réclamations par la municipalité.

Droit de Mutation

Les revenus de droit de mutation sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Opérations sans obligations de prestation

Le produits de cession des immobilisations corporelles est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

La Municipalité comptabilise les revenus provenant des amendes se rapportant à l'année visée lors de l'émission des contraventions.

La Municipalité comptabilise les revenus provenant des intérêts sur les comptes clients encaissés en retard, les revenus provenant des intérêts sur placements et les comptes de trésorerie portant intérêts et les revenus de redevances lorsqu'ils sont gagnés.

Ces opérations n'ont pas d'obligations de prestation et sont comptabilisés à la valeur de réalisation lorsque la Municipalité a le pouvoir de réclamer ou de conserver des entrées économique sur la base d'une transaction ou d'un événement passé donnant lieu à un actif.

Opérations assorties d'obligation de prestation

Les produits provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque la Municipalité s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaisante soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté déduction faite du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêts effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalué au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêts effectif. L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et la dette sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les rentrés de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier à la valeur comptable de l'actif financier.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Les actifs financiers sont soumis chaque année à un tests de dépréciation, La direction prend en considération si la société émettrice a subi des pertes continue pendant plusieurs années, l'expériences récente en matière de recouvrement de la créance, telle qu'une défaillance ou un retard dans les paiements d'intérêts ou de principal, etc. Toute dépréciation, qui n'est pas considérée comme temporaire, est comptabilisée dans l'États des résultats. Les réductions de valeur d'actifs financiers évalués au coût et/ou au coût amorti pour refléter des perte de valeur ne sont pas reprises pour des augmentations de valeurs ultérieures.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Comptabilisation, évaluation et présentation des produits selon la nouvelle norme SP 3400

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du 1er janvier 2024, la Municipalité a adopté la nouvelle norme du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits selon SP 3400, Produits. La nouvelle norme établit quand comptabiliser et évaluer les produits, et fournit les exigences connexes en matière de présentation et d'information dans les états financiers. Conformément à ces recommandations, la modification a été appliquée prospectivement, et les période antérieures n'ont pas été retraitées. Auparavant, la Municipalité utilisait la méthode de comptabilité d'exercice pour comptabiliser ses revenus, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer. En vertu de la nouvelle norme, les produits sont différenciés entre les produits provenant d'opération qui comprennent des obligation appelées « opérations avec contrepartie directe », et les opération qui n'ont pas d'obligations de prestation appelées « opérations sans contrepartie directe », comme décrit à la note 2. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	48 493	194 928
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	48 493	194 928
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	48 493	194 928
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	13 187	2 117
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 937 956	1 085 099
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	555 594	185 524
Organismes municipaux	13	25 747	77 621
Autres			
▪ Mutations et autres à recevoir	14.1	260 263	59 112
	15	6 792 747	1 409 473
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	5 809	12 547
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	116 101	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 682 295	1 000 115
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	139 560	84 984
	27	5 937 956	1 085 099

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	272 030	321 191
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	272 030	321 191
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ au 31 décembre 2024 portant intérêt au taux préférentiel.

La Municipalité dispose d'emprunts temporaires d'un montant total de 4 455 000 \$ au taux de 5,70 % au 31 décembre 2024.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	631 414	277 378
Salaires et avantages sociaux	44	61 458	40 867
Dépôts et retenues de garantie	45	638 622	
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Taxes d'hébergement	47.1		978
	48	1 331 494	319 223

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	19 983	14 750
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Programme Nutrition-Nord	62.1	41 687	54 814
▪ MTO	62.2	8 490	186 289
▪ Matières résiduelles	62.3	82 212	217 275
▪ Biodiversité	62.4		
▪ Autres	62.5	1 200	18 386
	63	153 572	491 514

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,25	5,45	2027	2029	64	730 100	770 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	730 100	770 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(7 231)	(5 933)
					72	722 869	764 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		40 800			40 800
2026	74		43 000			43 000
2027	75		205 000			205 000
2028	76		338 800			338 800
2029	77		102 500			102 500
2030 et plus	78					
	79		730 100			730 100
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		730 100			730 100

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	18 545	25 514
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	18 545	25 514

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	717 810			717 810
Eaux usées	102	2 224 800			2 224 800
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	561 226			561 226
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	1 462 554			1 462 554
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	4 548 216	35 760		4 583 976
Améliorations locatives	107	10 102			10 102
Véhicules	108	768 885			768 885
Ameublement et équipement de bureau	109	184 576	4 122		188 698
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 044 331	36 621		1 080 952
Terrains	111	111 811			111 811
Autres	112				
	113	11 634 311	76 503		11 710 814
Immobilisations en cours	114	1 166 374	6 959 848		8 126 222
	115	12 800 685	7 036 351		19 837 036
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	431 871	20 292		452 163
Eaux usées	117	1 642 202	54 419		1 696 621
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	222 627	13 814		236 441
Autres					
▪	119.1	602 223	52 765		654 988
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 194 577	127 367		2 321 944
Améliorations locatives	122	10 101			10 101
Véhicules	123	345 071	52 744		397 815
Ameublement et équipement de bureau	124	128 627	10 330		138 957
Machinerie, outillage et équipement divers	125	768 233	50 890		819 123
Autres	126				
	127	6 345 532	382 621		6 728 153
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	6 455 153			13 108 883
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	128 537	128 537
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	128 537	128 537
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	128 537	128 537

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	77 785	68 495
Autres			
▪	144.1		
	145	77 785	68 495

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats de services pour le déneigement ainsi qu'un loyer commercial, la Municipalité s'est engagée à effectuer des versements pour un montant de 91 850\$ en 2025.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque que crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités). L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit au 31 décembre est la suivante :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Trésorerie et équivalent de trésorerie	48 493	194 928
Débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités)	6 347 898	1 299 269
	6 369 391	1 494 197

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leur secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifiques et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteur dont le recouvrement est incertain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Non en souffrance		276 626 \$	374 200 \$
En souffrance :			
De 30 à 60 jours		0 \$	7 045 \$
De 60 à 90 jours		23 502 \$	229 165 \$
Plus de 90 jours		6 047 770 \$	688 860 \$
		6 347 899 \$	1 299 269 \$
Moins la provision pour créances douteuses		0 \$	0 \$
		6 347 899 \$	1 299 269 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	4 455 000	-	-	-	4 455 000
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	631 414	-	-	-	631 414
Intérêt courus à payer	-	-	-	-	-
Dette à long terme	40 800	282 200	311 800	95 300	730 100
	5 127 214	282 200	311 800	95 300	5 816 514

2023					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	277 378	-	-	-	277 378
Intérêt courus à payer	-	-	-	-	-
Dette à long terme	39 900	238 200	187 300	304 600	770 000
	317 278	238 200	187 300	304 600	1 047 378

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La municipalité est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêts à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercutent sur la juste valeur des actifs et passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de conserver ses placement liquide jusqu'à l'échéance, que ses emprunts temporaires se renouvellent automatiquement à l'échéance et qu'elle prévoit rembourser ses dettes à long terme selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt au taux fixe se détaille comme suit:

	2024	2023
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 781	186 105
Passifs financiers		
Emprunt temporaire	4 455 000	-
Dettes à long terme	730 100	770 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	961 231	979 575		979 575	861 972
Compensations tenant lieu de taxes	2	361 025	381 037		381 037	363 175
Quotes-parts	3					
Transferts	4	558 636	525 290		525 290	1 210 992
Services rendus	5	106 233	176 318		176 318	85 742
Imposition de droits	6	4 000	20 671		20 671	12 555
Amendes et pénalités	7	500	751		751	964
Revenus de placements de portefeuille	8		8 551		8 551	18 436
Autres revenus d'intérêts	9	1 300	3 608		3 608	73
Autres revenus	10	2 000	510 231		510 231	40 192
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	1 994 925	2 606 032		2 606 032	2 594 101
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		6 735 421		6 735 421	1 161 781
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					5 197
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		6 735 421		6 735 421	1 166 978
	22	1 994 925	9 341 453		9 341 453	3 761 079
Charges						
Administration générale	23	804 238	798 027	15 106	813 133	821 642
Sécurité publique	24	105 737	134 067	10 120	144 187	73 338
Transport	25	394 267	292 271	58 547	350 818	419 607
Hygiène du milieu	26	311 634	510 778	145 657	656 435	484 769
Santé et bien-être	27	80 568	73 657	311	73 968	74 595
Aménagement, urbanisme et développement	28	69 062	246 202	45 499	291 701	414 780
Loisirs et culture	29	123 745	114 253	107 381	221 634	235 053
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	36 710	43 389		43 389	15 666
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		382 621	(382 621)		
	34	1 925 961	2 595 265		2 595 265	2 539 450
Excédent (déficit) lié aux activités	35	68 964	6 746 188		6 746 188	1 221 629

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	68 964	6 746 188	1 221 629
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(6 735 421)	(1 166 978)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	68 964	10 767	54 651
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		382 621	378 929
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		382 621	378 929
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			12 391
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			12 391
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			182 460
Remboursement de la dette à long terme	17 (	39 900)	(39 900)	(17 800)
	18	(39 900)	(39 900)	164 660
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(18 246)	(20 983)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			211 877
Excédent de fonctionnement affecté	21	(18 384)	7 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(10 680)	(10 680)	(6 080)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(29 064)	(21 926)	184 814
	26	(68 964)	320 795	740 794
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		331 562	795 445

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 735 421	1 166 978
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	6 660 054)(	282 764)
Sécurité publique	3 (	36 621)(	)
Transport	4 (	214 930)(	364 801)
Hygiène du milieu	5 (	124 746)(	610 835)
Santé et bien-être	6 (	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)
Loisirs et culture	8 (	)	196 432)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)
	11 (	7 036 351)(	1 454 832)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		426 500
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	18 246	20 983
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(3 540)	(149 264)
Excédent de fonctionnement affecté	17		(66 896)
Réserves financières et fonds réservés	18	21 413	23 000
	19	36 119	(172 177)
	20	(7 000 232)	(1 200 509)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(264 811)	(33 531)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	792 942	727 051	844 209
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	169 495	143 891	161 472
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	842 305	1 156 323	1 071 081
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	31 710	37 666	12 648
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	5 000	5 723	3 018
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	84 509	103 923	68 093
Transferts	15			
Autres	16		38 067	
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		382 621	378 929
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	1 925 961	2 595 265	2 539 450

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	588 975	1 208 588
Excédent de fonctionnement affecté	2	740 674	81 674
Réserves financières et fonds réservés	3	273 124	17 950
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	27 692)(	28 874)
Financement des investissements en cours	5	(273 406)	1 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 535 012	5 809 350
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 836 687	7 090 499
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	588 975	1 208 588
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	588 975	1 208 588
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1		
▪ Acquisition ameublement	12.2	2 969	2 969
▪ Projet investissement	12.3	694 705	78 705
▪ Création identité visuelle et site internet	12.4	43 000	
	13	740 674	81 674
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	740 674	81 674

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Élection	17.1	6 000	4 000
	18	6 000	4 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	230 175	908
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	36 949	13 042
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	267 124	13 950
	32	273 124	17 950

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Démantelement	55.1	(27 692)	(28 874)
	56	(27 692)	(28 874)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(27 692)	(28 874)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		1 811
Investissements à financer	65 (	273 406)(	)
	66	(273 406)	1 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	13 108 883	6 455 153
Propriétés destinées à la revente	68	128 537	128 537
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	13 237 420	6 583 690
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	13 237 420	6 583 690
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	722 869)(	764 067)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	7 231)(	5 933)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	27 692	28 875
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		(33 215)
	80 (	702 408)(	774 340)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	702 408)(	774 340)
	83	12 535 012	5 809 350

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	18 545	25 514
Autres régimes	115		
	116	18 545	25 514

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	534 368	544 193	531 649
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	71 613	72 871	28 822
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	605 981	617 064	560 471
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	55 250	56 363	
Autres				
▪ Services	16.1	300 000	304 507	299 999
Centres d'urgence 9-1-1	17		1 641	1 502
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	355 250	362 511	301 501
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	355 250	362 511	301 501
	27	961 231	979 575	861 972

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	95 047	108 880	95 047
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	117 352	117 352	117 352
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31		2 830	
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	20 645	23 638	22 795
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	233 044	252 700	235 194
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	123 926	123 926	123 926
Taxes d'affaires	38			
	39	123 926	123 926	123 926
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	4 055	4 411	4 055
	45	4 055	4 411	4 055
	46	361 025	381 037	363 175

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	463 379	155 009	460 292
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50		1 976	9 648
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		9 459	99 037
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			25 010
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70		47 680	30 851
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			306 962
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	33 500		25 531
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80		23 772	
Promotion et développement économique	81		170 585	190 462
Autres	82		46 627	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	496 879	455 108	1 147 793

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		6 456 254	318 017
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		19 358	35 278
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			238 237
Réseau de distribution de l'eau potable	105		34 601	
Traitement des eaux usées	106		90 145	271 447
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108		135 063	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			165 422
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			129 464
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			3 916
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		6 735 421	1 161 781

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	20 050	20 115	29 614
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	30 310	38 670	30 311
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	11 397	11 397	3 274
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	61 757	70 182	63 199
TOTAL DES TRANSFERTS	140	558 636	7 260 711	2 372 773

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	38 558	59 904	31 559
	188	38 558	59 904	31 559
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199		9 770	
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203		9 770	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	4 000	22 907	975
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207		7 306	3 200
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	20 000	38 398	3 618
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	24 000	68 611	7 793

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	27 675	22 890	21 995
	219	27 675	22 890	21 995
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	12 000	15 143	20 044
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	4 000		4 351
	228	16 000	15 143	24 395
Réseau d'électricité				
	229			
	230	106 233	176 318	85 742
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	106 233	176 318	85 742

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 000	14 943	2 235
Droits de mutation immobilière	233	3 000	5 728	10 320
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	4 000	20 671	12 555
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	500	751	964
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238		8 551	18 436
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	1 300	3 608	73
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		43 993	20 224
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			5 197
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		14 419	15 343
Redevances réglementaires	248		451 819	
Autres	249	2 000		4 625
	250	2 000	510 231	45 389
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	80 328	77 039		77 039	75 640
Greffé et application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	578 421	594 228	15 106	609 334	596 398
Évaluation	4	24 281	23 888		23 888	15 794
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ HV et bâtiment adm	6.1	121 208	102 872		102 872	133 810
	7	804 238	798 027	15 106	813 133	821 642
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	38 067	38 067		38 067	37 321
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	67 670	94 359	10 120	104 479	36 017
Sécurité civile	11					
Autres	12		1 641		1 641	
	13	105 737	134 067	10 120	144 187	73 338
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	209 067	144 325	58 547	202 872	259 674
Enlèvement de la neige	15	180 000	143 975		143 975	156 713
Éclairage des rues	16	5 200	3 971		3 971	3 220
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	394 267	292 271	58 547	350 818	419 607

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	107 960	111 958	4 426	116 384	133 328
Réseau de distribution de l'eau potable	24	12 500	101 095	35 027	136 122	49 676
Traitement des eaux usées	25			63 424	63 424	63 424
Réseaux d'égout	26	68 660	121 628		121 628	70 875
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	61 209	111 949	42 780	154 729	124 921
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	49 505	47 486		47 486	29 474
Tri et conditionnement	30	6 000	11 242		11 242	6 941
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	5 500	5 139		5 139	5 812
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	300	281		281	268
Protection de l'environnement	38					50
Autres	39					
	40	311 634	510 778	145 657	656 435	484 769
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	80 568	73 657	311	73 968	74 595
	45	80 568	73 657	311	73 968	74 595

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	33 787	85 414	15 745	101 159	12 674
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	6 552	6 552		6 552	5 355
Tourisme	50	28 723	154 054	19 769	173 823	281 766
Autres	51					114 985
Autres	52		182	9 985	10 167	
	53	69 062	246 202	45 499	291 701	414 780
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	41 825	60 094	81 469	141 563	130 977
Patinoires intérieures et extérieures	55	15 000	16 003	25 912	41 915	38 196
Piscines, plages et ports de plaisance	56	10 892	10 541		10 541	7 360
Parcs et terrains de jeux	57	17 055	8 448		8 448	16 882
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	84 772	95 086	107 381	202 467	193 415
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	12 616	10 232		10 232	10 181
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	26 357	8 935		8 935	31 457
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	38 973	19 167		19 167	41 638
	68	123 745	114 253	107 381	221 634	235 053

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	31 710	36 480		36 480	12 648
Autres frais	71		1 186		1 186	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	5 000	5 723		5 723	3 018
	74	36 710	43 389		43 389	15 666
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		382 621 (	382 621)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	34 601	91 804
Usines et bassins d'épuration	3	90 145	271 447
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	135 063	165 422
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		10 205
Ponts, tunnels et viaducs	7	44 107	71 117
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		15 112
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 691 692	391 682
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		412 014
Ameublement et équipement de bureau	18	4 122	2 308
Machinerie, outillage et équipement divers	19	36 621	23 721
Terrains	20		
Autres	21		
	22	7 036 351	1 454 832

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	34 601	91 804
Usines et bassins d'épuration	3	90 145	271 447
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	179 170	261 856
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	6 732 435	829 725
	12	7 036 351	1 454 832

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	770 000		39 900	730 100
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	770 000		39 900	730 100
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	770 000		39 900	730 100
Dette en cours de refinancement	20 ()			()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	770 000		39 900	730 100

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	730 100
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	273 406
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
---	--	--

Fonds d'amortissement	6	
---	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	
---	---	--

Autres montants	9	
---	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 003 506
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	13	
--	----	--

Endettement net à long terme	14	1 003 506
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	
---	----	--

Communauté métropolitaine	16	
---	----	--

Autres organismes	17	
---	----	--

Endettement total net à long terme	18	1 003 506
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 003 506
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	22 781	23 547	15 779
Autres	3	20 013	20 034	18 931
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	8 108	31 508	6 521
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 396	618	1 454
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 767	8 124	9 693
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	6 552	6 552	5 355
Autres	21	3 000	3 000	3 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	10 892	10 540	7 360
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	84 509	103 923	68 093

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 036 351	1 454 832
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 036 351	1 454 832

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	4 527,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	35,00	8 905,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	3,00	40,00	3 936,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	0,00	0,00	527,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	12,00		17 895,00	*****	*****	*****
Élus	9	5,00			69 773	4 228	74 001
	10	17,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	9 459				9 459
Réseau de distribution de l'eau potable	3		34 601			34 601
Traitement des eaux usées	4		90 145			90 145
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	515 831	6 610 675			7 126 506
	7	525 290	6 735 421			7 260 711

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 121	8 920
	4	15 121	8 920
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	4 093	4 534
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	4 093	4 534
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23	19 526	2 212
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	19 526	2 212
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	4 649	
	41	4 649	
Réseau d'électricité			
	42		
	43	43 389	15 666

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Hélène Boulanger	1.1	Maire	26 609	13 304		
Shawna Doucet	1.2	Conseiller	4 977	2 488		
Isabelle Plante	1.3	Conseiller	4 977	2 488		
Marie-Pierre Gagnon	1.4	Conseiller	4 977	2 488		
France Cloutier	1.5	Conseiller	4 977	2 488		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 300 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 5 233 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 2021-12-978

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2021-12-07

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4

☐☒

5

☐☒

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : Myriam Lafleur

Fonction du signataire : DG adjointe et greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-23 15:04

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 994 925	2 606 032	2 594 101
Investissement	2		6 735 421	1 166 978
	3	1 994 925	9 341 453	3 761 079
Charges	4	1 925 961	2 595 265	2 539 450
Excédent (déficit) lié aux activités	5	68 964	6 746 188	1 221 629
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	6 735 421)(	1 166 978)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	68 964	10 767	54 651
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		382 621	378 929
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			182 460
Remboursement de la dette à long terme	10 (	39 900)(	39 900)(	17 800)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	18 246)(	20 983)
Excédent (déficit) accumulé	12	(29 064)	(3 680)	205 797
Autres éléments de conciliation	13			12 391
	14	(68 964)	320 795	740 794
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		331 562	795 445

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	48 493	194 928
Débiteurs	2	6 792 747	1 409 473
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	272 030	321 191
Autres	5		
	6	7 113 270	1 925 592
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	4 455 000	
Créditeurs et charges à payer	9	1 331 494	319 223
Revenus reportés	10	153 572	491 514
Dette à long terme	11	722 869	764 067
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	6 662 935	1 574 804
Actifs financiers nets (dette nette)	15	450 335	350 788
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	13 108 883	6 455 153
Autres	17	277 469	284 558
	18	13 386 352	6 739 711
Excédent (déficit) accumulé	19	13 836 687	7 090 499

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	588 975	1 208 588
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Équilibre budgétaire	2.1		
▪ Acquisition ameublement	2.2	2 969	2 969
▪ Projet investissement	2.3	694 705	78 705
▪ Création identité visuelle et site internet	2.4	43 000	
	3	740 674	81 674
Réserves financières			
▪ Élection	4.1	6 000	4 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	230 175	908
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	36 949	13 042
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(27 692)	(28 874)
Financement des investissements en cours	12	(273 406)	1 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	12 535 012	5 809 350
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	13 836 687	7 090 499

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 003 506
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 003 506

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	730 100	770 000
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	730 100	770 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	961 231	979 575
Compensations tenant lieu de taxes	13	361 025	381 037
Quotes-parts	14		
Transferts	15	558 636	525 290
Services rendus	16	106 233	176 318
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	4 500	29 973
Autres	18	3 300	513 839
	19	1 994 925	2 606 032
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		6 735 421
Autres	23		5 197
	24		6 735 421
	25	1 994 925	9 341 453

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	804 238	798 027	15 106	813 133	821 642
Sécurité publique						
Police	2	38 067	38 067		38 067	37 321
Sécurité incendie	3	67 670	94 359	10 120	104 479	36 017
Autres	4		1 641		1 641	
Transport						
Réseau routier	5	394 267	292 271	58 547	350 818	419 607
Transport collectif	6					
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	189 120	334 681	102 877	437 558	317 303
Matières résiduelles	9	122 214	175 816	42 780	218 596	167 148
Autres	10	300	281		281	318
Santé et bien-être	11	80 568	73 657	311	73 968	74 595
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	33 787	85 414	15 745	101 159	12 674
Promotion et développement économique	13	35 275	160 606	19 769	180 375	402 106
Autres	14		182	9 985	10 167	
Loisirs et culture	15	123 745	114 253	107 381	221 634	235 053
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	36 710	43 389		43 389	15 666
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	1 925 961	2 212 644	382 621	2 595 265	2 539 450
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		382 621 (	382 621)		
	21	1 925 961	2 595 265		2 595 265	2 539 450

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 735 421	1 166 978
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 036 351)(	1 454 832)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		426 500
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	18 246	20 983
Excédent accumulé	6	17 873	(193 160)
	7	(7 000 232)	(1 200 509)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(264 811)	(33 531)

Extrait du rapport financier, page S14